

Solidaires International

Le bulletin de la commission internationale
de l'Union syndicale Solidaires



Union
syndicale
Solidaires

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
(33) 1 58 39 30 20 - contact@solidaires.org - solidaires.org

Numéro 102 – Octobre 2017

ÉDITO : DANS LE MONDE, UNE CLASSE EN LUTTE !

Après une pause dans sa parution, le bulletin de la Commission internationale de Solidaires reprend. Une reprise importante, tant il est vrai que l'internationalisme n'est pas un plus extérieur à notre action mais qu'il est rivé à notre identité syndicale. Comme vous le lirez notre actualité internationale est riche. Entre la prochaine rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de lutte (RSISL) à Madrid et le peuple de Catalogne qui lutte pour sa dignité. Entre l'Algérie et le syndicalisme autonome en butte à la répression et le Congrès de nos camarades brésilien-ne-s du CSP Coluntas. Entre la délégation, cet été, de Solidaires au Mexique ou encore le Kurdistan, le centenaire de la déclaration Balfour et la mise sur pied d'un Réseau international pour l'autogestion... La preuve en est, qu'ici en France, comme dans le monde, une classe est en action, et qu'elle résiste aux coups de butoir de oppression et du capitalisme.

RESEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITE ET DE LUTTES

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, fondé en mars 2013 à Saint-Denis est le produit d'années d'échanges et de travail commun entre plusieurs de ses organisations fondatrices. C'est sur la base d'idées, d'envies et de pratiques syndicales que nous avons pu rassembler des organisations syndicales, des courants syndicaux et des tendances syndicales de nombreux pays d'Amérique, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Deux ans plus tard, en juin 2015, une nouvelle rencontre internationale a été organisée à Campinas (Brésil). A cette occasion, nous avons pu vérifier, ensemble, les avancées positives dans la construction de notre réseau et avons également débattu et pris position sur les questions de migration, de répression, d'autogestion et des droits des femmes. Ce sont ces quatre sujets, auquel nous ajouterons le colonialisme et ses conséquences, qui seront au cœur de notre prochaine rencontre, à Madrid, fin janvier 2018.

Nous prendrons aussi un temps pour renforcer nos indispensables réseaux internationaux professionnels : ferroviaire, centres d'appel, santé, éducation, industrie, ... et la liste n'est surtout pas exhaustive ! Les organisations affiliées au Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes s'accordent sur les conséquences qu'ont le système capitaliste et ses « crises » dans le monde entier et veulent travailler ensemble pour s'opposer aux attaques antisociales, conquérir de nouveaux droits, renforcer le syndicalisme pour rompre avec le capitalisme, donc amplifier et rendre plus efficace ce réseau. Parce que nous sommes convaincu-e-s qu'il doit exister un réseau de syndicalisme offensif qui soit le nécessaire outil commun, international où peuvent se retrouver toutes les forces syndicales qui se revendiquent et pratiquent *« un syndicalisme de luttes, anticapitaliste, autogestionnaire, démocratique, écologiste, indépendant du patronat et des gouvernements, internationaliste et luttant contre toutes les formes d'oppression (sexisme, racisme, homophobie, xénophobie) [extraits des appels de 2013 et 2015] »*. La III^e rencontre du Réseau aura lieu du 25 au 28 janvier 2018 à Madrid. Plus d'infos : www.laboursolidarity.org



BRESIL : LA CSP CONLUTAS EN CONGRES

Comme tous les deux ans, environ 2 000 militants et militantes ont participé au congrès de la Central Sindical e Popular Conlutas. L'édition 2017 se tenait du 12 au 15 octobre, dans l'État de Sao Paulo. CSP-Conlutas a la particularité de comprendre en son sein des syndicats présents dans les entreprises et services, mais aussi des mouvements sociaux organisant les populations confrontées à des oppressions spécifiques et/ou luttant sur un thème particulier : organisations populaires de femmes, de noir et de noires, de LGBTI, de sans-toit, de sans-terre, etc. C'est une expérience extrêmement enrichissante et qui nous interpelle directement. CSP-Conlutas est, avec la CGT de l'État espagnol et Solidaires, coordonatrice du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. L'international tenait une place importante dans les débats et textes de ce congrès, l'importance du Réseau y a été réaffirmée.

D'ailleurs, le congrès était immédiatement suivi de la première rencontre continentale des organisations américaines membres. Au Brésil, comme dans bien d'autres pays sud-américains, un débat traverse nombre d'organisations syndicales, associatives et politiques :

il porte sur l'attitude à avoir vis-à-vis des gouvernements de gauche remis en cause par de forts mouvements populaires mais aussi déstabilisés par les régimes impérialistes et l'extrême droite locale.

CSP Conlutas est confrontée à cette discussion depuis plusieurs mois ; dans le contexte brésilien, où il y a d'étroits rapports entre organisations politiques et syndicales, c'est d'autant plus prégnant. Il y a aujourd'hui une fracture importante au sein de CSP

Conlutas entre militant.es du PSTU d'une part, du PSOL d'autre part.

Tous, nous ont assuré qu'ils et elles souhaitent que cela ne provoque pas l'éclatement de l'organisation syndicale. En tous cas, cela ne s'est pas produit lors de ce congrès. A court terme, les camarades de CSP Conlutas préparent une journée de grève générale le 10 novembre ; occasion pour nous d'organiser, quelques jours avant, des actions de solidarité devant ambassades et consulats... Outre de nombreuses organisations syndicales des continents américains, était présente une délégation de l'UGTT Tunisienne, composée de camarades de la fédération des télécommunications, poste et centres d'appels et de la fédération de l'enseignement. Nous avons pu prendre de nouveaux contacts pour renforcer notre travail international et l'efficacité du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ; notamment pour le secteur Métallurgie/Automobile et pour les Femmes. Solidaires est intervenu dès l'ouverture du congrès, au nom du Réseau syndical international ; une réunion pour présenter le Réseau s'est tenue le 3ème jour du congrès, animée par CSP Conlutas et Solidaires. La délégation Solidaires n'était plus présente pour la rencontre des organisations américaines, mais nous en aurons un compte-rendu lors de la prochaine réunion de coordination du Réseau.



«LA PALESTINE APRES BALFOUR»

Solidaires participera à la rencontre «La Palestine après Balfour : 100 ans de colonialisme – 100 ans de résistance ». Il s'agit d'une initiative unitaire visant à faire partager des éléments de compréhension historiques et de discuter des résistances et des solidarités actuelles. Alors que l'occupation de la Palestine tente de s'inscrire comme une donnée indépassable en dépit des résistances et des conséquences internationales de ce conflit, il nous a semblé important de participer à une initiative qui mêlera éducation populaire et débats politiques sur la solidarité. Des historien-nes et chercheur-es seront présent-es particulièrement pour cette occasion. Elle se tiendra le dimanche 5 novembre à la Bourse du travail de St-Denis, et une soirée de présentation avec les historien-nes aura lieu l'Assemblée Nationale le 2 novembre.

Pour en savoir plus : <http://balfour.webflow.io>

UN RESEAU INTERNATIONAL POUR L'AUTOGESTION

La première rencontre internationale dite « de l'économie des travailleur-ses » s'est tenue en 2007. Elle a réuni des travailleurs et des travailleuses d'usines récupérées, des activistes sociaux et politiques, des syndicalistes et des universitaires. Depuis, ces réunions internationales se tiennent tout les deux ans et constituent un espace de rencontres, de discussions et de réflexions sur les défis auxquels les travailleurs et travailleuses sont confronté-es pour défendre par l'autogestion leurs moyens de subsistance contre les attaques du capitalisme mondialisé.



C'est aussi le lieu de discussions sur le projet de société autogestionnaire dans son ensemble, qui ne saurait se limiter à une addition de coopératives et autres lieux autogérés, mais pose les questions plus globales de démocratie, de pouvoir, de propriété collective, dans une perspective évidemment anticapitaliste. La 6e rencontre internationale s'est déroulée à Pigüé (Argentine) du 30 août au 2 septembre 2017. Elle faisait suite aux trois rencontres régionales qui se sont déroulées en 2016 à Montevideo pour l'Amérique du Sud, à Mexico pour l'Amérique du nord et centrale et à Thessalonique pour la région euro-méditerranéenne. Elle a été précédée de visites de plusieurs entreprises récupérées de Buenos Aires, qui ont permis de mieux appréhender la richesse, mais aussi la diversité, de ce mouvement. Par ailleurs, la délégation de l'Union syndicale Solidaires a rencontré plusieurs organisations syndicales, qui devraient rejoindre le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Le compte-rendu de toutes ces journées, ainsi que la contribution de Solidaires, ont été diffusés dans la note journalière de notre organisation. On retrouve l'essentiel des informations sur le site de l'association Autogestion, avec qui nous avons fait «délégation commune».

EUSKAL HERRIA : RAFA DIEZ ASKATU !

Arrêté en 2009 et condamné deux ans plus tard car accusé de reconstruire une force politique indépendantiste, l'ancien secrétaire de LAB (Langile Abertzaleen Batzordeak - Commission des travailleur-seuses patriotes) Rafa Diez a été libéré le 17 août dernier de la prison de Santoña, en Cantabrie. C'est avec émotion que ses camarades l'ont accueilli à sa sortie. Une délégation de l'Union syndicale Solidaires s'est rendue le 05 octobre à Donostia (San Sebastian) afin d'assister au meeting syndical proposé par les camarades de LAB. Cette délégation a pu rencontrer les délégations de l'ICSC (Catalogne), la CUT (Aragon), la CUT (Galice), la CIGA (Galice), l'Intersyndicale Canaria et l'Intersyndical Valenciana. Rafa Diez a remercié le soutien de ses camarades puis, a fait une analyse de la situation en soulignant le besoin de continuer le combat syndical anticapitaliste et la lutte en faveur des prisonnier-es basques. L'actuelle co-secrétaire, Garbiñe Aranburu et la secrétaire précédente, Ainhoa Etxaide sont intervenues afin de dénoncer la politique d'austérité mise en place en Espagne et au Pays Basque par le Partido Popular et le Parti National Basque ainsi que les ordonnances de Macron. Elles ont apporté tout leur soutien aux syndicalistes catalans contre la répression. Suite à cela, une manifestation est partie en direction du local du PP protégé par l'Ertzaintza, la police autonome basque, afin de dénoncer les violences policières dans un processus d'autodétermination. Ce fut également l'occasion de discuter avec nos camarades de LAB Iparralde (Pays Basque Nord) de la campagne "Pays Basque Zone hors Loi Macron" et de l'importance de continuer le travail commun avec nos camarades basques. Nous avons également fait le point sur la manifestation qui aura lieu à Paris le 9 décembre prochain en faveur du Processus de Paix au Pays Basque et sur la question des prisonnier-es politiques où sont attendues plus de 5000 personnes venant du Pays Basque.

SOLIDAIRES A LA RENCONTRE DU MOUVEMENT SOCIAL MEXICAIN

Une délégation de Solidaires s'est rendue, cet été 2017, au Mexique pour y rencontrer des organisations syndicales et se rendre dans les communautés zapatistes. Petit tour d'horizon.

La **Nueva Central de Trabajadores** (Nouvelle Centrale des Travailleurs et travailleuses) a été fondée en 2014. Son objectif est de rassembler le syndicalisme indépendant et démocratique du Mexique. Elle revendique un syndicalisme solidaire internationaliste et de classe, en lien avec les mouvements sociaux, écologistes, altermondialistes. Nous avons échangé sur la situation en France et au Mexique, confrontés aux mêmes attaques néo-libérales, dans un contexte de crise économique et de remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses. Parmi les syndicats fondateurs de la NCT, nous avons rencontré le SME, l'ATM et la CNTE.

Le **Sindicato Mexicano de Electricitas** (SME - Syndicat Mexicain des Électriciens) est LE syndicat indépendant de référence au Mexique. Fondé en 1914, à l'apogée de la Révolution, il a maintenu son indépendance, résistant à toutes les tentatives de le soumettre ou de l'acheter. Solidaire de toutes les luttes ouvrières et paysannes, il a soutenu dès le début l'insurrection zapatiste au Chiapas. En Octobre 2009 le gouvernement mexicain a « dissous » l'entreprise d'électricité du centre du pays et tenté d'en terminer avec le SME. Le syndicat a su maintenir le conflit jusqu'à aujourd'hui, fort des 16000 ex-employé.e.s et retraité.e.s qui le soutiennent. Le syndicat revendique la création d'une coopérative à côté de la nouvelle entreprise privée. La délégation a été invitée au « Planton » (occupation d'une rue proche du ministère du travail, en plein centre de Mexico) pour participer à un meeting de solidarité.



La **Alianza de Transviarios de Mexico** (ATM - Syndicat des travailleurs du tramway de la ville de Mexico) a été créée en 1912 et revendique son origine anarcho-syndicaliste. Les représentant-es nous ont fait part de leur combat pour la sauvegarde du tramway et des transports en commun « propres ». Le syndicat doit aussi faire face à une tentative de déstabilisation venant d'adhérents liés au syndicalisme « Charro ».

La **Coordinadora Nacional de los Trabajadores de la Educacion C N T E** (Coordination Nationale des travailleurs de l'Éducation) est une « tendance » autonome et de lutte du syndicat des enseignants du Mexique le SNTE (syndicat unique et corrompu). La CNTE est majoritaire dans plusieurs Etats du Mexique (Chiapas, Oaxaca, Guerrero, Mexico) et mène une lutte de très grande ampleur depuis 2013 contre la « réforme » de l'Éducation et notamment la mise en place d'une notation des enseignant.e.s pouvant entraîner leur licenciement. La délégation a aussi participé à une rencontre avec des militantes et militants du syndicat indépendant de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM). Des étudiant.e.s étaient également présents.

L'**Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Publicos** (Alliance des travailleuses de la santé et des entreprises publiques) regroupe des courants « démocratiques » de syndicats officiels et des syndicats indépendants. L'Alianza est membre du réseau syndical international de solidarité et de luttes. Nous avons échangé sur la situation des services publics et des privatisations que nous subissons en France comme au Mexique.

La délégation a aussi rencontré le **Frente Autentico del Trabajo** qui n'est pas une organisation syndicale mais plutôt d'un réseau regroupant des syndicats indépendants, des coopératives, des mouvements sociaux.

Nous avons eu l'occasion d'échanger avec la **Red contra la Represión y por la solidaridad** (réseau contre la répression et pour la solidarité) qui est une association affilié à la Sexta (regroupement des groupes, organisations, syndicats qui se reconnaissent dans la « 6 ème déclaration de la forêt Lacandone »). La « RvsR » a été créée en 2006

suite à la répression contre les manifestant.e.s d'Atenco ; elle a pour but de défendre et de mettre en lien les victimes de la répression qui ne cesse de se durcir au Mexique. Elle diffuse régulièrement des informations et des appels à la solidarité dans les réseaux alternatifs.

La délégation s'est rendue au **Chiapas au Caracol de la Garrucha** (un des 5 centres administratifs et politiques zapatistes). Nous y avons rencontré les membres du Conseil de Bon Gouvernement (responsables régionaux). Nous avons expliqué le sens de notre visite, les liens de solidarité qui se sont créés entre Solidaires et les Zapatistes. Nous leur avons remis le matériel et les médicaments achetés avec l'argent de la souscription faite au sein de Solidaires pour la **Clinica de la mujer** (clinique des femmes). La délégation a pu interviewer les 4 promotrices de la clinique régionale des femmes qui travaille avec les promoteurs et promotrices des communautés. Elle prend en charge les femmes enceintes, assure le suivi des grossesses et les accouchements difficiles. Elle développe des actions concernant la planification familiale, les méthodes contraceptives et la prévention des maladies sexuelles.

Nous nous sommes rendus dans une des communautés zapatistes qui a bénéficié du matériel acheté avec la souscription pour l'eau récoltée par Solidaires. Un groupe de « *compañeros* » nous ont montré les travaux réalisés pour amener de l'eau potable d'une source jusqu'au village.

Enfin, la délégation est allée au Caracol d'Oventik pour assister au dernier jour du **festival CompARTE (PARTage)**. Nous avons pu assister à des spectacles (chant, théâtre, danse...) et des expositions présentés par des

artistes zapatistes. La délégation a visité le CIDECI-Unitierra (Centre Indigène De Formation Intégrale – Université de la Terre), espace très proche des Zapatistes. Dans ce centre de formation à destination des communautés indigènes se déroulent souvent les séminaires et festivals zapatistes. Nous avons visité les différents espaces de ce centre de formation : lycée polytechnique et université) et assisté au début du festival CompARTE (PARTage) qui s'y est déroulé pendant 5 jours (puis 2 jours à Oventik). Nous avons rencontré un graphiste de Grafica de lucha, groupe indépendant qui produit des affiches et des sérigraphies à la demande d'organisations et d'associations ou en fonction de ses choix.

Nous avons aussi rendu visite à l'**association Promedios** dans ses locaux. Après avoir formé durant plusieurs années des militants et militantes zapatistes, Promedios s'est lancé dans la mise en place d'une formation sur 3 ans à destination des communautés indigènes. Enfin, nous avons longuement échangé avec un militant d'Espoir Chiapas, association française qui s'était créée après le massacre d'Actéal et qui fait un travail remarquable de diffusion des idées zapatistes et organise des campagnes de solidarité.



BELGIQUE : SOLIDARITE AVEC LES MOBILISATIONS EN FRANCE

A l'initiative des organisations présentes dans l'Altersummit et des syndicats belges, deux initiatives de solidarité en soutien aux mobilisations en France ont été organisées.

Le 12 septembre nous avons accueilli pour une discussion sur les lois travail en France et en Belgique et dans notre cortège à Paris, une soixantaine de militant-es.

Lors de la journée du 10 octobre où une mobilisation syndicale avait lieu dans les services publics en Belgique, une banderole a été déployée en soutien.

Le travail entamé en commun, la confrontation des expériences, des revendications fait avancer les dynamiques transnationales sur les questions particulièrement importantes des lois travail et de l'avenir des services publics.

CATALOGNE / ESPAGNE : L'AFFRONTEMENT DE DEUX NATIONALISMES

Entre le 1er et le 8 octobre trois manifestations ont eu lieu à Barcelone : une manifestation catalaniste séparatiste, une manifestation catalaniste de dialogue avec l'État espagnol le 7 octobre et une manifestation souverainiste, c'est à dire pro-espagnole contre l'indépendance le 8 octobre. Ces manifestations ont eu lieu à des jours différents, sans provocations ; elles étaient en majorité composées de familles.

La contre-manifestation fasciste le 9 octobre à Valence a marqué un tournant ; des groupuscules d'extrême droite, certains venus de Madrid, ont cherché l'affrontement, groupes que l'on retrouve à Barcelone le 12 octobre.

La date du 12/10 n'est pas un hasard, il s'agit d'un jour férié pour célébrer la découverte de l'Amérique, institué en 1935 (gouvernement républicain de droite) avec le nom de « Dia de la Hispanidad » puis remis en vigueur en 1958 par Franco. La commémoration s'accompagne de défilés militaires, en particulier à Madrid. La capitale catalane ne commémore pas cette date ; d'ailleurs les services administratifs municipaux sont restés ouverts le 12 octobre dernier. La Catalogne ne se reconnaît pas dans cette « hispanité ».

Dans les événements actuels il convient de comprendre que le nationalisme espagnol n'est pas le nationalisme catalan.

Le nationalisme espagnol est un nationalisme centraliste, héritier d'une tradition monarchiste mais surtout héritier au XXème siècle du fascisme. La dictature de Miguel Primo de Rivera en 1923, sous le règne de Alfonso XIII, son fils José Antonio créateur de la Phalange, puis la dictature de Francisco Franco défendent l'idée d'une Espagne éternelle, catholique, avec un seul peuple, une seule langue et une seule histoire. C'est un nationalisme qui refuse la différence et professe l'assimilation.

Aujourd'hui les mouvements fascistes espagnols expriment encore et toujours les valeurs de grandeur d'une Espagne Une dans laquelle l'État joue un rôle de contrôle social et politique. Le collectif « Hogar Social » par exemple, groupe d'extrême droite entend s'imposer en créant du lien social parmi la population espagnole (« de souche ») la plus en souffrance économique et sociale, sur le modèle franquiste (Auxilio social).

Il convient de rappeler que pendant la guerre civile de 1936/39 les « nacionales », souvent traduit par erreur « nationalistes » au lieu de

« nationaux », désignaient les partisans de Franco.

Le nationalisme catalan est l'expression d'une culture et d'une langue minoritaires qui essaient de vivre (et non survivre) dans un contexte espagnol et européen. Mais il est basé sur l'intégration des populations qui naissent, vivent et travaillent en Catalogne. Les consultations populaires d'auto-détermination de 2014 et de 2017 ont concerné tous les habitants de Catalogne sans distinction d'origine.

Les catalanistes ne se désignent pas volontiers par le mot nationaliste. Il n'y a aucune velléité d'expansion du territoire catalan ni d'expansion de sa zone d'influence. Le catalanisme a traversé au cours de son histoire le clivage droite/gauche. Elle a été le fait de la droite libérale bourgeoise, défendant ses intérêts économiques mais aussi le fait d'une gauche progressiste et même révolutionnaire.

Aujourd'hui le catalanisme est un catalanisme de gauche, qui trouve son expression extrême dans le parti CUP qui demande la création d'un état catalan républicain. La question du régime politique, dont il est fait peu mention dans les commentaires des média, reste pourtant en suspens.



La réponse agressive de l'État espagnol à une demande d'auto-détermination d'un peuple par l'envoi de forces de police nationale au mépris des forces de police catalane, par l'arrestation de responsables (politiques et administratifs), par l'empêchement par la force de la tenue d'un scrutin dont le résultat positif n'était pas certain, est une posture purement idéologique.

Il est clair que l'État espagnol n'envisage pas même le début d'un dialogue pour faire évoluer la constitution nationale quant aux statuts des communautés autonomes.

Christine Gillard

CATALOGNE : NON A LA REPRESSION !

Communiqué du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés

Depuis des semaines, l'État espagnol use de menaces et de répression en Catalogne. Interventions de la *guardia civil* dans nombre de bâtiments officiels de la *Generalitat de Catalunya*, arrestations de responsables de l'administration et de ministres, harcèlement, violence et emprisonnement de militants et militantes de divers mouvements sociaux et politiques, lieux de vote pris d'assaut et interdits à la population, urnes volées, tirs sur des manifestants et manifestantes pacifiques, ...

Les événements actuels montrent à quel point le spectre du franquisme est encore présent. Comment nommer le régime d'un pays où les « forces de l'ordre » tirent sur les gens parce que ceux-ci veulent voter ? Indépendance ou non ? C'est à la population qui vit en Catalogne de décider ! Pas à d'autres. Les forces d'occupation de l'État espagnol doivent se retirer. Depuis la mort du dictateur Franco, la société espagnole repose sur un pacte, conclu entre diverses forces politiques et syndicales.

Il vise à maintenir, d'une part la monarchie, d'autre part « *l'unité indissoluble de la Nation espagnole, patrie commune et indivisible* » (Constitution de 1978). Cela passe notamment par « l'oubli » des crimes perpétrés par les franquistes durant 40 ans. Cette situation a permis le recyclage de biens des responsables de l'ancien régime dans les rouages du pouvoir issu de ce qu'ils appelèrent « la transition démocratique ».

Cette stabilité entre dictature et « démocratie », était aussi nécessaire pour garantir le système capitaliste, en améliorer l'efficacité du point de vue du patronat et des banquiers. Ce qui se passe actuellement en Catalogne remet en cause cette situation ; c'est un danger pour le pouvoir et ses alliés, comme l'ont été ou le sont les luttes du peuple basque ou celles des travailleurs et travailleuses dans tout l'État.

Nous sommes aux côtés des travailleurs et travailleuses de Catalogne. Nous soutenons l'appel à une grève interprofessionnelle à partir du 3 octobre, lancée par plusieurs organisations syndicales en Catalogne (CGT, IAC, Intersindical-CSC, COS, COBAS, CNT, SO...). Nos droits, notre avenir, la démocratie, c'est par notre action directe que nous les défendons.



RÉSEAU SYNDICAL
INTERNATIONAL
DE SOLIDARITÉ
ET DE LUTTES

RASSEMBLEMENTS EN FRANCE CONTRE LA REPRESSION EN CATALOGNE

Solidaires a été actif dans son soutien au peuple catalan à choisir son destin.

Notre participation à différents rassemblements unitaires (Paris, Perpignan, Nîmes ou encore Lille) se justifie aussi par notre aversion aux pratiques policières de la Guardia civil. Une Police qui avant, pendant et après le référendum, n'a pas hésité à user d'une violence inouïe (900 blessé-e-s parmi les manifestant-e-s) qui rappela que les tenants de la *Vieille Espagne*, n'hésitaient pas à recycler les vieilles pratiques du Franquisme.

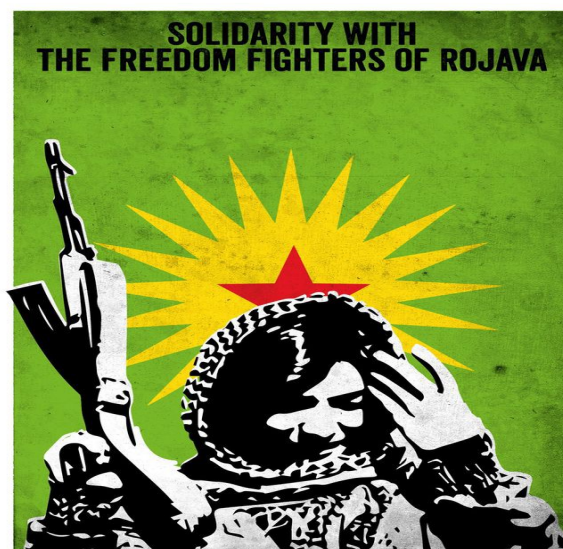
Une vidéo est consultable sur ces rassemblements de soutien : <https://vimeo.com/236078809>

REFERENDUM TENDU AU KURDISTAN SUD (IRAK)

Lundi 25 septembre 2017, le référendum sur l'indépendance du Kurdistan Sud (partie du Kurdistan située en Irak, comptant près de 5,3 millions d'habitants) a connu un large succès, avec une participation de près de $\frac{3}{4}$ des électeurs et un plébiscite pour le « oui » de près de 93% des votants.

Si l'autonomie politique du Kurdistan Sud est reconnue depuis 2005 par la constitution irakienne, économiquement il est toujours lié au gouvernement central de Bagdad notamment par la question de la vente du pétrole, ou gouvernement central et gouvernement kurde s'accusent mutuellement de ne pas respecter les accords de répartition de l'argent. Depuis l'arrivée de la rente pétrolière, le Kurdistan Sud a largement abandonné le secteur agricole, et doit importer la majeure partie de ses produits de consommation, notamment tout ce qui est alimentaire, de Turquie et d'Iran. L'argent issu de la rente pétrolière est peu utilisé pour les investissements publiques, et profitent surtout aux dirigeants des deux grands partis politiques et à leurs familles, dans un fonctionnement que certains qualifient de quasi-tribal. Les fonctionnaires ont d'ailleurs manifesté à de nombreuses reprises car ils ont vu leur salaire divisé par cinq en trois ans. Politiquement, le Kurdistan Sud est en crise depuis août 2015, date à laquelle son président, Massoud Barzani, aurait dû quitter ses fonctions et un nouveau président être élu. Le Kurdistan Sud est séparé en deux pôles d'influence : l'un autour de Erbil et au nord, contrôlé par le Parti Démocratique du Kurdistan que dirige la famille Barzani. L'autre autour de Soulaymaniyeh et à l'est est contrôlée par l'Union Patriotique du Kurdistan dominée par la famille Talabani. Ces deux partis se sont violemment affrontés dans les années 90 pour le contrôle du territoire. Tous deux sont hyper-libéraux économiquement. Le PDK est plus conservateur, tandis que l'UPK a la réputation d'être plus progressiste. Chacun des deux grands partis possède ses propres forces armées (les peshmergas) avec des commandements séparés. Les dernières élections législatives de 2013 ont vu la montée d'une troisième force, Goran, qui contrairement aux deux autres est issue de la société civile et affirme vouloir lutter contre la corruption. Le parlement du Kurdistan irakien comprend 111 sièges : 38 pour le PDK, 24 pour le Goran, 18 pour l'UPK. En octobre 2015, les autorités du

PDK empêchent le président du parlement, issu du mouvement Goran, d'y accéder. Il n'y a pas eu de session parlementaire jusqu'au 15 septembre 2017, jour où la date du référendum a été votée quasi-unaniment par les députés du PDK et de l'UPK présents, les députés de Goran ayant choisi de boycotter la séance. La campagne pour le « non » est fortement réprimée par les forces de sécurité du PDK.



DOWN WITH IS, FUNDAMENTALISM & PATRIARCHY

L'idée d'un référendum a été énoncée dès 2014 par Massoud Barzani, président du KRG et chef du PDK. Le projet a refait surface à plusieurs reprises, jusqu'en 2017 où la date du scrutin a finalement été fixée au 25 septembre. L'UPK, bien que défavorable dans un premier temps au référendum, semble avoir changé d'avis après discussions avec le PDK. Surtout, les déclarations martiales de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak ont contribué à unir les représentants des deux partis majoritaires. Les partisans de Goran se sont opposés au référendum, estimant que les conditions de l'indépendance n'étaient pas réunies et craignant un conflit avec Bagdad. Au sein de Goran, tout comme parmi certains représentants de l'UPK, on dénonce également un référendum organisé par le PDK pour renforcer le pouvoir de son chef. Le PDK dont la popularité grandit au Kurdistan Sud, n'a pas vraiment pris position. Tout en déclarant que les structures nécessaires à l'indépendance étaient défailtantes, il a appelé à l'union des Kurdes face aux menaces, et a assuré de son soutien militaire en cas d'attaque des différents états-

nations environnantes suite au référendum. Les Kurdes du Nord (Turquie), même si souvent opposés à Barzani, ont largement soutenu le référendum pour l'indépendance, y compris le HDP. Aussitôt le scrutin annoncé, M. Barzani a déclaré que l'indépendance ne serait pas immédiate, mais que le référendum permettrait de peser dans des négociations avec l'Etat irakien. Les dirigeants de ce dernier ont eux rejeté le référendum comme étant anticonstitutionnel et mis en place des mesures coercitives : limogeage du gouverneur de Kirkouk (ville contestée) fermeture des aéroports, fermeture des frontières. La Turquie et l'Iran ont repris ces mesures, mais à l'heure actuelle les déclarations martiales des dirigeants des deux pays contrastent avec la réalité du terrain où les sanctions ne semblent pas vraiment avoir été mises en œuvre, surtout du côté turc. quelques dizaines de guerillas protéger la ville, les peshmergas affiliés au KDP comme ceux de l'UPK prennent la fuite - l'UPK

En Irak en revanche, un mois après le référendum, le gouvernement central a décidé de passer à l'offensive et a envoyé ses forces spéciales et les milices Hashed es-shaabi reprendre la région de Kirkouk, ville et puits de pétrole inclus. Si le PKK envoie subit des pertes humaines. Le KDP abandonne également pour la deuxième fois la région de Shengal à l'ouest de Mosul. Tant et si bien que le KRG finit repoussé dans ses frontières d'avant 2014, perdant tous ses acquis territoriaux récents. L'union entre UPK et PDK a volé en éclats, les uns accusant les autres d'être responsables de la chute de Kirkouk aux mains des forces pro-gouvernementales, et de vouloir passer des accords avec le gouvernement pour sauvegarder son pouvoir. Les pays occidentaux, USA en tête, qui n'avaient pas soutenu le référendum et tenté de dissuader Massoud Barzani d'aller jusqu'au bout du processus ont choisi de ne pas s'impliquer, laissant le champ libre au gouvernement irakien.

GREVE DE LA FAIM EN TURQUIE

Semih Özakça libéré, Nuriye Gülmen toujours en détention. Protestant contre les licenciements massifs, enseignant-e-s, Nuriye Gülmen et Semih Özakça, ont lancé un sit-in dans la rue Yüksel à Ankara ; devant le Statue des Droits de l'Homme le 9 novembre 2016. Nuriye Gülmen et Semih Özakça ont démarré une grève de la faim depuis le 9 mars 2017. Incarcérés à la prison de Sincan, à Ankara, depuis le 22 mai 2017, les jeunes enseignants Semih Özakça et Nuriye Gülmen ont entamé, le 22 octobre 2017, leur 227 ème jour de grève de la faim. Nuriye et Semih font partie des milliers de fonctionnaires licencié-e-s par les décrets-lois sous l'Etat d'urgence. Ils/elles réclament l'annulation de leur licenciement et de celui de tou-te-s leurs collègues. Semih a été libéré le vendredi 20 octobre 2017 mais placé sous contrôle judiciaire à domicile. Nuriye Gülmen, quant à elle, n'a pas été libérée. Son état de santé s'est aggravé et a nécessité un transfert en soins intensifs. Le sociologue Veli Saçılık, les professeurs Acun Karadağ, Esra Özkan Özakça et Mehmet Dersulu, également limogé-e-s par des décrets-lois, sont également venu-e-s les rejoindre dans la grève de faim.

ALGERIE : LA FAUSSE DEMOCRATIE

Nous parlons régulièrement de la situation sociale en Algérie dans les lignes de ce bulletin, ainsi que des mobilisations sociales que mènent nos camarades des syndicats autonomes de la CGATA (Confédération Générale Autonome des Travailleurs Algériens), elle-même membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Les syndicalistes autonomes, en même temps qu'ils initient des grèves et mobilisations nécessaires pour les travailleuses et travailleurs de nombreux secteurs du public (employé-es communaux, dans l'entreprise Sonelgaz...), doivent faire face à une répression violente et sans répit : licenciements arbitraires (celui du président du Snapap, Rachid Malaoui), fermeture toute aussi arbitraire de syndicats (Le Snateg de la Sonelgaz), pressions, surveillances, et ce depuis des années.

Mais aujourd'hui, le pouvoir algérien ne se contente plus d'intimidations diverses pour museler les voix de l'opposition. *On peut considérer qu'il y a désormais des prisonniers politiques en Algérie.* Le président du Snateg a été condamné à 6 mois de prison avec sursis pour avoir organisé des grèves et dénoncé un scandale de malversation dans son entreprise. Des journalistes et défenseurs des droits humains ont été également emprisonnés. L'un d'eux, Mohamed Talmat, est mort en prison dans des circonstances qu'il reste à éclaircir.

Le rapport du CISA et de Solidaires présente ainsi la situation des mouvements sociaux en Algérie et la répression que leurs acteurs et actrices subissent, intitulé **Algérie 2017, la fausse démocratie : bref état des lieux de la répression et de la résistance au quotidien.**

Ce rapport couvre la période 2016-2017 et a été réalisé à partir des nombreux témoignages recueillis auprès de syndicalistes autonomes, journalistes, blogueurs et militant-es des droits humains en Algérie et en France, et a été réalisé par le Comité international de soutien au syndicalisme autonome (CISA), comme les deux précédents, et l'Union syndicale Solidaires.

<https://solidaires.org/Algerie-2017-la-fausse-democratie-bref-etat-des-lieux-de-la-repression-et-de-la>



Solidaires internationale, la revue !

Solidaires édite en plus d'un bulletin d'information, une revue internationale depuis 2006.

Elle est le fruit du travail de réflexion et de contact de nos militants et militantes.

Les numéros sont consultables sur :

<https://www.solidaires.org/-La-revue-Solidaires-international->

La version imprimée est vendue 2 euros.

Vous pouvez passer vos commandes à : revueinter@solidaires.org

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html